



## Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Sophiane MANSOURIA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

## Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière - Observations complémentaires sur le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires - Occitanie 2040

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) est institué par la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015. C'est un schéma de planification globale portant sur 11 domaines de compétences définis par l'article L. 4251-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) :

« Ce schéma fixe les objectifs de moyen et long termes sur le territoire de la région en matière :

- d'équilibre et d'égalité des territoires ;
- d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional ;
- de désenclavement des territoires ruraux ;
- d'habitat ;
- de gestion économe de l'espace ;
- d'intermodalité, de logistique et de développement des transports de personnes et de marchandises ;
- de maîtrise et de valorisation de l'énergie ;
- de lutte contre le changement climatique ;
- de pollution de l'air ;
- de protection et de restauration de la biodiversité ;
- de prévention et de gestion des déchets ».

Le SRADDET a été arrêté par la Région Occitanie le 19 décembre 2019, il est soumis pour avis à différentes instances, dont les métropoles de la Région. L'ensemble des avis sera joint au dossier d'enquête publique. Préalablement à l'arrêt du document, la Région a mis en place différents temps de travail avec les institutions, en particulier les structures porteuses des SCoT directement concernées par le rapport de compatibilité avec les règles du futur SRADDET. En fin d'année 2018, la Région a sollicité les Métropoles, SCoT et EPCI compétents en matière de PLU pour bénéficier de leurs éventuelles contributions au regard des premiers documents transmis (rapport d'objectifs et fascicule de règles). A l'occasion de cette saisine, la Métropole a participé à la formulation de trois contributions collectives, chacune à une échelle différente :

- avec Toulouse Métropole, notamment pour une reconnaissance du fait métropolitain ;
- avec les 14 SCoT du « Ruban méditerranéen » pour :
  - mettre en avant l'existence d'un véritable « système métropolitain méditerranéen » au-delà du simple « Ruban méditerranéen » identifié ;
  - souligner que le rééquilibrage démographique doit s'accompagner d'une politique de développement local, en particulier en faveur de l'emploi ;
  - analyser l'intérêt et les limites des premières règles proposées ;
- avec les structures porteuses des 5 SCoT des territoires voisins de la Métropole pour valoriser les convergences et partenariats établis à cette échelle.

Ces contributions, transmises à la Région en février 2019, ont été en partie prises en compte par celle-ci dans la version arrêtée du projet de SRADDET.

La durée de consultation est de 3 mois. Toutefois, la période de consultation a été perturbée d'une part par la crise sanitaire, d'autre part par le renouvellement des mandats municipaux et communautaires. Dans ce contexte, la Présidente de la Région Occitanie a souhaité ouvrir la possibilité aux collectivités d'émettre des remarques complémentaires aux avis transmis précédemment. En effet, le Conseil de Métropole a émis une première délibération le 31 janvier 2020, puis la nouvelle assemblée issue des élections municipales qui ont suivi a demandé, par délibération du 31 juillet 2020, de « *rouvrir les discussions entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie sur les questions relatives au SRADDET en vue de la présentation éventuelle d'un avis complémentaire* ».

Par courrier du 17 août 2020, la Présidente de la Région, a répondu : « (...) au vu du caractère très particulier de cette période de consultation (crise sanitaire relancée, décalage des élections municipales...), et soucieuse de permettre à tous les territoires de s'exprimer (...), je vous invite, si vous le souhaitez, à me faire part de vos remarques complémentaires sur le projet de SRADDET. Elles seront versées au dossier d'enquête publique au même titre que les avis officiels d'ores et déjà reçus, sous réserve d'une réception au plus tard le 13 novembre 2020 ». C'est dans ce cadre, et après échanges entre la Métropole et la Région, que

s'inscrit la présente délibération.

## 1 - Le rôle et les effets du SRADDET

Le SRADDET est un document de planification transversale qui intègre les anciens documents sectoriels : le Schéma Régional des Infrastructures et des Transports (SRIT), le Schéma Régional de l'Intermodalité (SRI), le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), le Schéma Régional Climat / Air / Energie (SRCAE), le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Contrairement aux anciens Schémas Régionaux qui induisaient un rapport de « prise en compte » dans les documents de planification, le SRADDET comprend deux niveaux d'opposabilité :

- un rapport de « prise en compte » des objectifs du SRADDET, c'est-à-dire qu'il s'agit « *de ne pas s'écarter des orientations fondamentales du document de rang supérieur* » (extrait du rapport d'objectifs) ;
- un rapport de « compatibilité » avec les règles du SRADDET, c'est à dire qu'il s'agit « *de respecter l'esprit de la règle prévue par le document de rang supérieur* » (extrait du rapport d'objectifs).

Trois documents de planification et de programmation sous compétence de la Métropole devront respecter ces deux niveaux d'opposabilité lors de leur prochaine élaboration ou révision :

- le Schéma de Cohérence Territoriale ;
- le Plan de Mobilité (ex-Plan de Déplacements Urbains) ;
- le Plan Climat Air Energie Territorial.

Enfin, en application de l'article L.4251-1 du CGCT, les règles générales du SRADDET ne peuvent avoir pour conséquence directe, pour les autres collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, la création ou l'aggravation d'une charge d'investissement ou d'une charge de fonctionnement récurrent, sauf convention spécifique passée avec la Région.

## 2 - Une stratégie basée sur deux « caps » et quatre « espaces de dialogue »

Concernant l'organisation du territoire, le diagnostic du SRADDET a relevé que :

*« Tendanciellement, la population d'Occitanie, se concentre sur le littoral méditerranéen et autour des métropoles. Ce phénomène est généralement constaté en France et dans le monde. Il engendre de forts déséquilibres territoriaux, qui, à terme menacent la qualité de vie et l'environnement. Les concentrations sur le littoral dans un contexte de montée du niveau de la mer accroissent l'exposition aux aléas naturels (érosion, submersion). La concentration dans et autour des métropoles enclenche des mécanismes de saturation qui se traduisent par un usage croissant de la voiture individuelle, la hausse du coût du logement. Inversement, la perte de population dans de vastes espaces ruraux et de montagne entraîne une dégradation de la qualité de vie : raréfaction des services collectifs dans les espaces les moins denses, difficulté croissante d'accès aux équipements et aux infrastructures de mobilités collectives, etc. ».*

Face à ces enjeux, le projet Occitanie 2040 « affiche une double ambition :

- *pérenniser les moteurs métropolitains en limitant les effets négatifs de la croissance démographique ;*
- *maintenir ou restaurer l'attractivité des espaces ruraux, des montagnes et villes moyennes et petites pour garantir le maintien d'un territoire vivant et actif et l'égalité des habitants de la région ».*

Ainsi, deux « caps » guident l'ensemble du projet de SRADDET :

- « *un rééquilibrage régional pour l'égalité des territoires* », c'est-à-dire l'accueil des 150 000 nouveaux habitants d'ici 2040, en visant « *l'égalité des territoires* » à travers la valorisation des territoires ruraux et la limitation de « *la surconcentration dans les métropoles* » ;
- « *un nouveau modèle de développement pour répondre à l'urgence climatique* », c'est-à-dire un modèle plus résilient, sobre en terme de consommation des ressources (foncier, eau, énergie) et basé sur une évolution du système de production d'énergie et de recyclage-traitement des déchets.

En outre, le SRADDET localise quatre « *Espaces de dialogue* » : deux espaces métropolitains, les « *Etoiles toulousaines* » et le « *Ruban méditerranéen* », auquel est rattaché le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, et deux espaces de massifs, l'« *Espace pyrénéen* » et l'« *Espace du massif central* ».

La mise en œuvre d'une stratégie pour mieux répartir la croissance démographique fait partie des défis auxquels Montpellier Méditerranée Métropole est attachée, tout particulièrement à l'aube de cette nouvelle

mandature, sachant que la population ne pourra pas s'accroître à l'infini sur son territoire compte tenu à la fois des enjeux environnementaux et de la volonté de rééquilibrer spatialement le développement aussi bien en son sein qu'avec les autres territoires. Une attention collectivité sera nécessaire afin de gérer notre territoire et nos ressources comme un bien commun précieux.

### 3 - Observations sur le projet

Le projet de SRADDET arrêté expose des objectifs (rapport d'objectifs) et des moyens pour les atteindre (règles et mesures d'accompagnement). Au regard du futur rapport de compatibilité entre le SRADDET et les documents en cours d'élaboration par Montpellier Méditerranée Métropole, le Plan Climat Air Energie Territorial et le Plan de Mobilité (nouvelle appellation des PDU issue de la Loi d'orientation pour les Mobilités), ces règles appellent quelques observations.

#### *Le fait métropolitain*

Par rapport aux premières versions du SRADDET, les contributions auxquelles la Métropole a contribué ont été en partie prises en compte dans les objectifs du projet de SRADDET, particulièrement à travers la reconnaissance du fait métropolitain. Dans cette nouvelle version, sont reconnus pour les deux Métropoles leur « *rôle majeur en terme de rayonnement régional* » et les « *moteurs de développement essentiels à l'attractivité régionale* » qu'elles accueillent. Les dynamiques métropolitaines sont désormais identifiées et présentées comme étant à consolider. Les coopérations entre les Métropoles et leurs synergies avec le reste du territoire régional sont présentées comme devant être poursuivies et à conforter dans l'optique du rééquilibrage territorial.

Toutefois, « *la Région entend organiser ces coopérations à l'échelle des Espaces de dialogue* » (document de synthèse) que le projet de SRADDET définit d'une manière homogène et non différenciée, sans donner corps aux spécificités des deux grands systèmes métropolitains, ni aux synergies qui fondent ces systèmes. Pour Toulouse Métropole, il s'agit de l'espace de dialogue dénommé « *Etoiles toulousaines* », pour Montpellier Méditerranée Métropole il s'agit d'un espace dénommé plus anonymement « *Ruban méditerranéen* ».

#### *Les espaces de dialogue*

A propos de l'espace de dialogue du « *Ruban méditerranéen* », on peut regretter, d'une part, que la notion de « *système métropolitain méditerranéen* » n'ait pas été retenue alors même qu'elle était partagée et portée avec les 14 établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de SCoT directement concernés par cet espace, à travers leur contribution commune transmise à la Région en février 2019.

D'autre part, l'emprise graphique du « *Ruban méditerranéen* » gagnerait à être élargie pour mieux intégrer les échanges et les identités géographiques, culturelles, historiques qui animent les liens Nord/Sud entre les territoires de reliefs, plateaux et vallées à la plaine littorale, en particulier dans la perspective des transitions écologique, économique et démographique. Le format graphique de l'espace de dialogue du « *ruban méditerranéen* » reflète insuffisamment les relations de réciprocité entre ces territoires dont dépendent fortement les équilibres territoriaux, à l'image de la coopération de réciprocité passée entre la Communauté de Communes des Monts de Lacaune et des montagnes du Haut-Languedoc, l'Association des communes forestières d'Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole pour le développement des filières bois-énergie/bois construction/bois mobilier en circuits courts.

Pourtant, ces espaces de dialogue sont considérés comme des lieux d'échange et de coopération pour décliner les objectifs du projet, notamment le rééquilibrage territorial. La Synthèse du SRADDET mentionne à ce propos :

« *Ces espaces de dialogues serviront à :*

- *rééquilibrer à l'échelle régionale (maîtrise de l'accueil dans les métropoles, attractivité renforcée dans les autres territoires) et au sein de chacun des espaces (desserrement métropolitain, équilibre littoral-rétrolittoral, ...) ;*
- *coopérer pour apporter collectivement des solutions concrètes à des problématiques communes (mobilité, gestion du trait de côte...) et développer des nouvelles solidarités (ressources, énergies...).*».

La Région s'y positionne comme animatrice.

La Région, bénéficie d'un statut de chef de file en matière d'aménagement et développement durables du territoire consacré par la loi (L. 1111-9 du CGCT), mais son rôle mériterait d'être précisé, comme l'a mis en évidence plusieurs contributions, pour que soit garanti par le SRADDET le respect des dispositions législatives imposant que les règles générales énoncées par la Région ne méconnaissent pas les compétences des autres collectivités territoriales (article L. 4251-1 du CGCT). Dans ce cadre, il s'agira de définir une complémentarité entre les animateurs des différentes échelles territoriales : la Région pour les espaces de dialogue, les EPCI pour les inter-SCoT, la Région pouvant participer à ces instances de travail locales et s'y appuyant pour mettre en œuvre le SRADDET.

La Métropole, quant à elle, souhaite contribuer à la création d'une instance de travail à l'échelle de son grand bassin de vie à laquelle la Région serait régulièrement invitée à participer.

#### *La politique de prévention et de gestion des déchets*

Le SRADDET arrêté intègre le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) qui traduit les objectifs réglementaires de la loi Transition Énergétique pour la Croissance Verte : réduction et tri des déchets d'une part, réduction drastique du recours à l'enfouissement et la priorité donnée à la valorisation énergétique pour les déchets ultimes, d'autre part.

La Métropole partage les règles du fascicule concernant l'économie circulaire (n°27), les installations, les capacités d'incinération et de stockage des déchets non dangereux (n°28 et 29), le stockage des déchets dangereux (n°31) ainsi que la nouvelle règle relative à la gestion des déchets produits en situation exceptionnelle (n°32). Néanmoins, la règle n°30 limite la zone de chalandise des déchets non inertes non dangereux. Ainsi, pour les unités de valorisation énergétique, cette zone de chalandise est limitée aux départements voisins et/ou à une distance d'une centaine de kilomètres

Il convient à ce sujet de renouveler l'avis émis par délibération du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 3 décembre 2018 sur le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets : *« le projet de plan limite les zones de chalandises de ces installations [de valorisation énergétiques] à une centaine de kilomètres (et aux départements limitrophes). Cette disposition n'est pas cohérente avec l'objectif prioritaire de limitation du stockage des déchets ultimes : l'accès aux installations de valorisation énergétiques des déchets est ainsi plus contraint que celui aux centres de stockage. Il convient sur ce point précis de modifier les projets de plan en ne fixant pas de limite, à l'intérieur du périmètre du plan, pour la valorisation énergétique des déchets à haut PCI [pouvoir calorifique dit inférieur dont l'énergie est récupérée par combustion], qu'il s'agisse de déchets ultimes ou de CSR [combustibles solides de récupération], sous peine de favoriser le recours à l'enfouissement. Cette modification est d'autant plus impérieuse qu'[aucune] installation nouvelle de valorisation énergétique des déchets, à l'exception de potentielles futures plates formes de [valorisation] du CSR, n'est envisagée (capacité régionale jugée suffisante au regard des objectifs de réduction et de recyclage des déchets), qui permettrait de renforcer la proximité entre les lieux de production et de traitement des déchets ».*

La règle n°30 permet certes de déroger au principe de la zone de chalandise pour une durée de 3 ans dans des conditions spécifiques (pannes, entretien, besoin limité dans le temps).

La Métropole a décidé d'engager une nouvelle stratégie en matière de prévention et de réduction des déchets visant à réduire de 40 % en 3 ans le tonnage de déchets résiduels. Elle a ainsi notamment candidaté à l'Appel À Projet lancé conjointement par la Région et l'ADEME pour la généralisation du tri à la source des bio-déchets et à relancer son Programme Local de Prévention des Déchets. Dans l'attente de la vérification de l'impact effectif de la réalisation de cet objectif ambitieux, il convient de porter à 6 ans la possibilité de déroger au principe de limitation de la zone de chalandise des installations à une centaine de kilomètre. La Métropole propose donc de modifier la règle en portant de 3 à 6 ans la capacité à déroger au principe de la règle n°30.

#### *Les mobilités*

Le SRADDET pose l'objectif de « garantir l'accès à des mobilités du quotidien pour tous les usages ». Les règles qui en découlent sont au nombre de trois.

La première concerne la densification urbaine autour des Pôles d'Echanges Multimodaux (PEM) stratégiques. Cette règle fait partie de l'ADN du projet métropolitain. Il s'agira d'être vigilant pour que, d'une part, cette règle respecte aussi l'objectif de sobriété foncière et que, d'autre part, la programmation du projet participe à l'amélioration de l'efficacité du système de déplacement.

La deuxième règle, à laquelle la Métropole contribue activement, concerne l'amélioration de la performance des réseaux de transport collectif notamment en « développant des interconnexions autour des PEM ». Si les

PEM ont bien un rôle stratégique dans la chaîne de déplacement, il faut aussi veiller à conserver la performance du réseau en assurant des trajets avec le moins de rupture de charge possible.

La troisième porte sur l'organisation des services de mobilité entre les services régionaux et locaux (compatibilité de la billettique, coordination des réseaux), point essentiel pour la cohérence des services rendus aux usagers. Il est également intéressant de porter cette coordination dans un système national pour faciliter par exemple les déplacements entre les Régions. Les outils pour accompagner le développement de ces services ne doivent pas reposer uniquement sur le numérique afin d'éviter l'exclusion des personnes non utilisatrices des solutions électroniques.

Concernant cette thématique stratégique pour agir sur le changement climatique, la priorisation des infrastructures et des services reste à construire de manière partenariale entre la Région et la Métropole, sachant que le SRADDET vise plutôt des règles de principe pour que les autres modes de déplacements s'articulent avec le réseau régional LiO.

Par ailleurs, le SRADDET intègre le Réseau Routier d'Intérêt Régional (RRIR) approuvé par délibération du Conseil Régional du 19 juillet 2019. Ce RRIR identifie les routes départementales et le réseau autoroutier, mais ne relève pas les axes récemment transférés des Départements vers les Métropoles. De même, le contournement routier et intermodal du cœur de Montpellier Méditerranée Métropole n'apparaît pas non plus dans le RRIR alors qu'il est partie prenante et support d'un système multimodal de déplacement. Il constitue un maillon essentiel pour relier les pôles urbains et économiques. A ce titre, il devrait être inscrit au RRIR.

### *La biodiversité*

Le SRADDET annexe les deux schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) adoptés par les anciennes Régions puis arrêtés par les Préfets en 2015. On peut regretter que la démarche d'élaboration du SRADDET n'ait pas été l'occasion d'harmoniser les méthodes de définition des trames vertes et bleues à l'échelle de la nouvelle Région, y compris s'agissant de la représentation graphique. Mais surtout, l'absence de mise en cohérence de ces deux schémas ne permet pas d'assurer le respect des continuités écologiques entre les deux anciennes régions, continuités qui devraient pourtant constituer le fondement même de la réalisation d'une trame verte et bleue. En outre, l'absence de refonte des deux SRCE ne permet pas de prendre en compte l'accroissement significatif des connaissances constaté depuis leur élaboration, en matière de biodiversité et de fonctionnalité écologique des milieux.

En 2015, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole avait émis un avis par délibération n°12781 du 5 mars 2015, sur le document arrêté par l'ancienne Région Languedoc-Roussillon en formulant des observations méthodologiques fondamentales et en demandant des ajustements graphiques. Si les ajustements graphiques ont été majoritairement apportés entre l'arrêt et l'approbation du SRCE Languedoc-Roussillon, certains aspects de l'approche méthodologique n'ont pas évolué et restent inappropriés, notamment pour le territoire métropolitain, avec des conséquences importantes dans le rapport de compatibilité que le SRADDET vient instaurer.

La principale remarque de l'avis de la Métropole sur le SRCE portait sur la méthode utilisée pour déterminer la trame verte et bleue. Celle-ci a consisté à découper les réservoirs de biodiversité en « sous trames » de même nature en termes de biodiversité et à les relier par des corridors théoriques, ce qui génère une multitude de corridors n'ayant aucune réalité fonctionnelle ni physique (corridors reliant artificiellement les milieux forestiers, semi-ouverts, ouverts, de cultures pérennes ou annuelles, de milieux littoraux...). Le rapport d'évaluation environnementale du SRCE souligne lui-même le degré d'arbitraire important de cette méthode non adaptée à un territoire de type urbain et péri-urbain. En effet, si cette méthode peut éventuellement convenir pour certains territoires plus homogènes, elle n'est pas adaptée à un territoire écologiquement complexe, caractérisé par une mosaïque de milieux, tel que celui de la Métropole. De plus, la superposition et le très grand nombre de ces corridors nuisent à la lisibilité et à la hiérarchisation de la trame verte et bleue.

Il serait souhaitable que cet aspect méthodologique ne soit pas relayé au rang de règle (N°16), induisant un rapport de compatibilité avec les futurs documents de planification, alors qu'en 2015, le SRCE induisait un simple rapport de prise en compte dans les documents de planification locaux. Cette rédaction conduirait à intégrer dans les documents d'urbanisme des corridors non justifiés sous l'emprise desquels des usages pourtant légitimes devront être interdits ou fortement contraints, à commencer par l'installation des bâtiments d'exploitation agricole. Cette demande d'évolution du projet de SRADDET ne remet pas en cause l'obligation, pour les SCoT, d'établir des corridors écologiques de trame verte et bleue, il s'agit uniquement de laisser aux territoires la possibilité d'utiliser une méthode d'identification des corridors adaptés localement.

La règle n°17 porte une démarche qui se veut vertueuse pour la séquence Eviter-Réduire-Compenser (ERC)

et que la Métropole partage. Toutefois, cette règle vise également l'identification des « *espaces à fort potentiel de gain écologique* ». Pour préserver la biodiversité, les SCoT identifient les réservoirs de biodiversité connus (le SCoT révisé de la Métropole en identifie plus de 13 300 ha, soit un tiers du territoire). La demande d'identification des espaces mobilisables dans une perspective de compensation ne peut pas être réalisée, sauf exception, à l'occasion de l'élaboration des documents de planification, car il n'est pas possible d'anticiper, à l'horizon de 10 ou 20 ans, les espèces ou les milieux qu'il s'agira de compenser. Il conviendrait plutôt de rappeler que les SCoT peuvent anticiper ces phases de compensations à venir en donnant des prescriptions sur les modalités de la compensation plutôt que sur le repérage des sites de compensation.

Ce repérage pourrait également induire un phénomène de spéculation foncière non négligeable, nuisible à la mise en œuvre de la compensation, sachant que des pressions foncières inquiétantes générées par les obligations de compensations sont d'ores et déjà constatées dans les espaces agro-naturels.

Ainsi, la Métropole souhaite assumer pleinement sa responsabilité au regard des objectifs de préservation de la biodiversité sur son territoire et à ce titre, elle considère que les actions de compensation doivent être gérées le plus localement possible pour gérer au mieux ce « bien commun ». Elle s'appuiera en particulier sur les instances de partage d'expérience régionale (Communauté Régionale Eviter Réduire Compenser Occitanie) ou les outils fonciers (Etablissement Public Foncier) pour consolider les cohérences propres à ses spécificités territoriales et méditerranéennes locales, au travers d'objectifs, de méthodes et d'outils adaptés.

### *La spatialisation des objectifs*

La Métropole partage avec la Région la nécessité d'adopter une approche transversale et pluridisciplinaire de l'aménagement du territoire. Pour limiter les impacts sur les espaces agro-naturels, la localisation des extensions urbaines du SCoT révisé de la Métropole est issue d'une analyse multicritère intégrant déjà les thématiques identifiées par le SRADDET. Toutefois, l'enjeu principal des documents de planification est de hiérarchiser ces critères afin de permettre que des arbitrages puissent s'exercer entre des objectifs souvent contradictoires entre eux.

Or, en l'état, le projet de SRADDET comporte peu de clefs pour que les SCoT puissent établir une hiérarchisation de ces critères à bonne échelle, sachant que celle-ci ne peut pas être celle du SRADDET. En effet, l'arbitrage entre les objectifs traduits par les règles ne sera pas le même suivant les contextes et les projets, même si des logiques générales issues des règles du SRADDET devront bien évidemment être prises en compte. Si ceci n'est pas clarifié, le risque existe de fragiliser la solidité juridique des documents de planification et de programmation qui devront être compatibles avec toutes les règles du SRADDET. Dans d'autres cas, c'est la règle elle-même qui induit une incertitude : la règle n° 23 demande « *d'intégrer systématiquement les risques naturels existants et anticiper ceux à venir liés au changement climatique* ». Si la première partie de la règle est une évidence, la seconde pose question quant aux modalités de sa mise en œuvre : comment anticiper un risque non identifié ? avec quelles données ? suivant quel modèle ? L'incertitude dans l'application de cette règle risque de conduire à fragiliser les documents locaux. Il semble important que la règle précise que cette démarche d'intégration des risques est établie au regard de la connaissance et des données disponibles. Or, les documents de planification nécessitent d'être consolidés juridiquement pour pouvoir tenir les objectifs que le SRADDET leur assigne dans le temps long de l'aménagement durable du territoire.

La Métropole adhère pleinement à l'objectif du « zéro artificialisation nette » tel qu'exprimé par le SRADDET. En outre, pour relever ce défi, il s'agira de construire collectivement une méthode pour s'assurer d'une sobriété foncière cohérente avec les enjeux de chaque territoire. Dans ce cadre, la Métropole est attachée à ce que le comblement des dents creuses soit réalisé tout en assurant un cadre de vie de qualité, grâce à un maillage d'espaces verts offrant des espaces de respiration et des supports favorables au développement de la biodiversité en ville.

Par ailleurs, les concepts définissant l'artificialisation posent question quant à leur application. En effet, il est important de noter la distinction entre la logique de consommation foncière des SCoT (grande enveloppe au 1/25 000) et celle de la mesure de l'artificialisation (outils d'évaluation au 1/5 000) : les enveloppes et extensions urbaines des SCoT ne couvrent pas, loin de là, uniquement des zones artificialisées ou à artificialiser (on y trouve des ripisylves, des espaces naturels, voire même de l'agriculture urbaine...) ; a contrario les espaces agro-naturels sont ponctuellement artificialisés (bâti existants, bâti agricoles, infrastructures...). Or, la règle relative à la sobriété foncière introduit une ambiguïté car elle définit la consommation foncière en faisant référence à l'artificialisation. Si elle n'est pas amendée, cette rédaction posera des difficultés dans l'évaluation à laquelle les documents de planification sont soumis.

### *Les mesures d'accompagnement*

Parallèlement aux règles, la Région a identifié un certain nombre de « mesures d'accompagnement » qu'elle se propose de porter pour contribuer à la mise en œuvre du SRADDET.

Outre les contrats territoriaux qui relèvent bien d'un outil partenarial conventionnel, plusieurs outils peuvent interroger quant au respect des dispositions législatives imposant que la Région, dans les règles générales qu'elle énonce, ne méconnaisse pas les compétences des autres collectivités territoriales. En effet, ces outils ne doivent pas concourir à un empiètement sur les compétences des autres collectivités, quelque soient les objectifs que porte le SRADDET.

A cet égard, il serait souhaitable que la Région clarifie la rédaction du SRADDET lorsque des mesures d'accompagnements sont citées, afin que la déclinaison du projet « Occitanie 2040 » dans les documents de planification et de programmation locaux s'appuie bien sur les compétences de chaque institution concernée.

Au-delà de ces observations, compte tenu des retours très positifs des échanges qui se sont tenus entre la Métropole et la Région sur les remarques formulées dans la délibération du Conseil de la Métropole du 31 janvier 2020, et des éléments de réponse qui ont déjà pu être apportés, il convient de donner un avis favorable au projet de SRADDET et de demander à la Région de prendre en compte les ultimes observations ci-dessus, sachant que leur formulation a été complétée et reformulée en fonction des enseignements tirés de ces échanges.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- de prendre acte de la transmission du projet de SRADDET arrêté par la Région Occitanie le 19 décembre 2019 ;
- de donner un avis favorable au projet de SRADDET arrêté par délibération du Conseil régional du 19 décembre 2019 ;
- de demander à la Région Occitanie de bien vouloir prendre en compte les observations complémentaires reformulées de la Métropole exprimées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Julie FRÊCHE, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-144766-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.